Marc Leblanc

Criminologue - Professeur titulaire retraité
Faculté des arts et des sciences - École de psychoéducation

(2003)

“Évolution de la délinquance cachée et officielle des adolescents québécois de 1930 à 2000”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc Leblanc

“Évolution de la délinquance cachée et officielle des adolescents québécois de 1930 à 2000”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marc Leblanc, Marc Ouimet et Denis Szabo, **Traité de criminologie empirique**, 3e édition, chapitre 2, pp. 39-70. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, 779 pp.

M. Marc Leblanc, criminologue - professeur titulaire retraité, Faculté des arts et des sciences - École de psychoéducation, nous a accordé le 23 mai 2005 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : marc.leblanc@umontreal.ca

liste partielle des publications de M. Marc Leblanc, criminologue:
<http://www.psyced.umontreal.ca/personnel/LeBlancMarc.htm>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 30 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Marc Leblanc (2003)

Criminologue, professeur titulaire retraité
Faculté des arts et des sciences - École de psychoéducation

“Évolution de la délinquance cachée et officielle des adolescents québécois de 1930 à 2000”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marc Leblanc, Marc Ouimet et Denis Szabo, **Traité de criminologie empirique**, 3e édition, chapitre 2, pp. 39-70. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, 779 pp.

Table des matières

[Introduction](#)

[La délinquance officielle](#)

- [La délinquance dans son ensemble](#)
- [La délinquance avec violence](#)
- [Un modèle pour répertorier les facteurs explicatifs](#)

[La délinquance autorapportée](#)

- [La participation à l'activité criminelle](#)
- [L'évolution de la délinquance cachée entre 1976 et 1999](#)
- [L'homéostasie](#)

[Conclusion](#)

[Références choisies](#)

- [Figure 1.](#) La délinquance juvénile pour la ville de Montréal entre 1932 et 1978 : taux des infractions rapportées au Service de police pour 1000 mineurs de 7 à 17 ans
- [Figure 2.](#) Délinquance juvénile au Canada et au Québec : les Infractions connues des services de police de 1974 à 2000, taux pour 1000
- [Figure 3.](#) Délinquance juvénile des filles et des garçons au Québec : les accusations par les services de police de 1974 à 2000, taux pour 1000
- [Figure 4.](#) Délinquance juvénile avec violence au Québec : les accusations par les services de police de 1974 à 2000, taux pour 1000

Marc Leblanc

“Évolution de la délinquance cachée et officielle des adolescents québécois de 1930 à 2000”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marc Leblanc, Marc Ouimet et Denis Szabo, **Traité de criminologie empirique**, 3e édition, chapitre 2, pp. 39-70. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, 779 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La délinquance des adolescents augmente-t-elle ? Y a-t-il davantage de délinquants aujourd'hui qu'autrefois ? Y a-t-il davantage de délits avec violence ? La nature des vols est-elle différente aujourd'hui ? Voilà quelques-unes des questions qui reviennent régulièrement dans les médias et qui interpellent constamment les personnes qui oeuvrent auprès des adolescents ou qui sont responsables du développement et de l'application des politiques sociales. Brosser un portrait fidèle de la délinquance juvénile représente un défi qui ne va pas sans embûches. En effet, la délinquance se présente comme un problème social extrêmement complexe, qui se manifeste sous la forme d'une réalité ondoyante dont les variations dans l'espace et le temps sont multiples et souvent instables. C'est un phénomène qui se dérobe facilement à la mesure, qu'il s'agisse des statistiques officielles ou des enquêtes sur la délinquance autorapportée.

Les statistiques officielles de la délinquance sont loin d'être totalement sûres même si nous possédons, au Canada et au Québec, un système cohérent, standardisé et stable de cueillette des données géré par Statistique Canada. Par contre, les informations disponibles man-

quent de cohérence, notamment parce qu'il n'y a pas de continuité entre les données policières et les données judiciaires, et parce qu'il est impossible de suivre un individu à travers l'ensemble du système de justice pour mineurs. De plus, ces informations ne sont pas suffisamment standardisées en raison d'un manque de concertation entre les greffiers des tribunaux et les membres des divers corps policiers (Tardif, 1976 ; Le Blanc, 1982). Elles ne sont pas toujours comparables d'une période ou d'une source à l'autre, car les catégories de la délinquance et les méthodes de compilation utilisées ne sont pas toujours uniformes à travers les unités territoriales, que ce soit pour l'ensemble des données policières ou des données judiciaires, et encore moins des unes aux autres. Finalement, elles ne sont pas totalement fiables, leur qualité variant dans le temps en fonction des politiques administratives et des pratiques diversifiées d'application de la loi et d'administration de la justice. Malgré ces faiblesses, les statistiques officielles, particulièrement celles qui proviennent du Programme canadien de déclaration uniforme de la criminalité, permettent tout de même d'arriver à une représentation approximative de l'état de la délinquance. Pour étudier l'évolution de celle-ci, nous nous servirons des données portant sur l'ensemble du Québec. Par contre, pour décrire la délinquance depuis 1930 jusqu'à la fin des années 1970, nous donnerons la priorité à la délinquance connue du service de police de la ville de Montréal, de manière à diminuer les effets de la standardisation plutôt pauvre pour l'ensemble du Québec avant les années 1970.

Compte tenu de la déficience des statistiques officielles, beaucoup de criminologues ont préféré, depuis le milieu du XXe siècle, les enquêtes sur la délinquance cachée, celle qui n'est pas nécessairement portée à l'attention des autorités policières ou judiciaires. Ces chercheurs sélectionnent un grand échantillon d'adolescents, leur soumettant un questionnaire qui comprend des descriptions d'actes délinquants. Les adolescents rapportent les actes délinquants et déviants qu'ils ont commis, ainsi que leur fréquence habituellement durant la dernière année. Au Québec, des données épidémiologiques de cette nature sont disponibles pour chaque décennie depuis les années 1960. Elles ne sont pas sans failles. Les données d'enquêtes sont souvent critiquées sur le plan de la représentativité, de la comparabilité et de la véracité (Fréchette et Le Blanc, 1987 ; Le Blanc, inédit). Les échantillons recrutés pour décrire la population des adolescents sous-

représentent souvent certains groupes ethniques, certaines classes sociales, les décrocheurs, les délinquants ou d'autres catégories sociales. Trop souvent les actes délinquants inventoriés sont des actes bénins qui ne couvrent pas l'ensemble du spectre des actes criminels inscrits dans le Code criminel ou traités par le système de la justice pour les mineurs. Il est souvent difficile de comparer les données de plusieurs enquêtes conduites à différentes époques, car les échantillons sont plus ou moins semblables dans leur composition et les actes délinquants ne sont pas formulés tout à fait de la même manière. De reste, plusieurs personnes doutent de la véracité des réponses des adolescents malgré les démonstrations scientifiques de leur validité. Tout en reconnaissant que ces critiques sont justifiées, nous utiliserons quatre enquêtes sur la délinquance autorapportée par des adolescents montréalais au cours des quatre dernières décennies ; ces données nous permettront de décrire l'évolution de ce phénomène chez les adolescents.

Malgré les faiblesses respectives des statistiques officielles et des données d'enquête, il n'en demeure pas moins que nous disposons au Québec d'informations suffisamment fiables pour dessiner un portrait réaliste de l'évolution de la délinquance des adolescents à travers plusieurs décennies. Ces deux sources de données sont utilisées pour décrire la délinquance des adolescents dans ce chapitre. Toutefois, les résultats provenant de ces sources de données sur le phénomène de la délinquance ne semblent pas toujours concorder. Les données sur la délinquance cachée ou son « chiffre noir » indiquent qu'il s'agit d'un phénomène généralisé et plutôt stable à travers le temps, tandis que les données officielles décrivent la délinquance comme limitée à un nombre restreint d'adolescents et dont l'évolution semble marquée par des oscillations importantes. Devant ces résultats à première vue discordants, certains criminologues ont soutenu que les enquêtes basées sur l'aveu étaient dangereuses, car elles remettaient en question la définition et l'identification de la délinquance par les organes officiels de réaction sociale. D'autres criminologues ont prétendu qu'elles faussaient l'évaluation de la distribution de la délinquance et de ses causes. D'autres criminologues, enfin, leur ont reproché de « dramatiser » l'ampleur et de « dédramatiser » la gravité de la délinquance, ce qui risquait d'inciter la population et les instances responsables de la réaction sociale à faire preuve soit d'une rigueur excessive soit d'une tolé-

rance exagérée. Malgré ce débat, il n'en demeure pas moins que la délinquance officielle et la délinquance cachée sont les deux versants d'un même phénomène et que chacune apporte, comme nous le verrons, un éclairage, somme toute, comparable de l'évolution de la délinquance des adolescents.

La délinquance officielle

La délinquance dans son ensemble

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, il est possible d'analyser l'évolution de la délinquance juvénile du début des années 1930 jusqu'à l'an 2000. En effet, nous disposons de données raisonnablement fiables pour la ville de Montréal de 1932 à la fin des années 1970 et, par la suite, des données de Statistique Canada pour l'ensemble du Québec. L'analyse de ces données révèle que l'évolution de la délinquance paraît s'être effectuée à quatre niveaux bien distincts du début des années 1930 à aujourd'hui. Le premier niveau s'échelonne du début des années 1930 au milieu des années 1950 ; le second niveau se manifeste par une croissance quasi ininterrompue depuis le milieu des années 1950 jusqu'à la fin des années 1960 ; le troisième niveau se caractérise par une stabilisation du taux de délinquance au cours des années 1970 ; finalement, le dernier niveau comprend la période entre le milieu des années 1980 et l'année 2000.

La figure 1 représente la trajectoire de la délinquance pour la ville de Montréal entre 1932 et 1978. Cette courbe est construite à partir du nombre d'infractions criminelles qui sont portées à l'attention des policiers et commises par 1 000 mineurs de 7 à 17 ans au cours d'une année. Ces taux de délinquance ne comptabilisent pas le nombre de délinquants, mais ils représentent plutôt le nombre d'infractions qui est attribuable à la population de référence, celle de 7 à 17 ans. Pendant cette période, une seule loi s'appliquait au Canada concernant la délinquance des mineurs : la Loi sur les jeunes délinquants qui était en

application depuis le début du siècle. Que faut-il retenir de l'analyse de la courbe représentée à la figure 1 ? D'abord que, très certainement, l'évolution de la délinquance de 1932 à 1978 semble s'être effectuée à trois niveaux bien distincts.

Figure 1

La délinquance juvénile pour la ville de Montréal entre 1932 et 1978 : taux des infractions rapportées au Service de police pour 1000 mineurs de 7 à 17 ans

Source : Service de police de la ville de Montréal.

[Retour à la table des matières](#)

Le premier niveau s'étale sur une durée d'environ 25 ans ; le taux demeure relativement faible : il est la plupart du temps inférieur à 13 ‰. La courbe est plutôt régulière sauf en deux points initiant deux hausses significatives : la première se situe entre les années 1934-1936 et la suivante entre les années 1943-1945. Il y a donc un intervalle constant d'environ 10 ans entre ces hausses qui correspondent chacune à une période de très forte tension économique ou politique : dans le premier cas, la dépression économique des années 1930 et,

dans le deuxième cas, la Seconde Guerre mondiale. Ces périodes sont entrecoupées de baisses, comme si la délinquance avait évolué au rythme d'une sorte de pulsation ; c'est ainsi qu'au cours des années 1951-1956, la délinquance atteint un niveau nettement plus bas qu'au cours des années précédentes. Les courbes d'évolution de la délinquance rapportées par la commission Katzenback (1967) pour ces mêmes années aux États-Unis et en Europe ressemblent en tout point à celle de Montréal : la délinquance diminue avant la Seconde Guerre mondiale, elle marque un sommet pendant cette période, pour baisser légèrement par la suite. La hausse au cours de la Seconde Guerre mondiale correspond à une transformation de la délinquance. Pendant cette période, un couvre-feu avait été instauré ; c'est justement ce type d'infraction qui explose durant cette période, faisant augmenter considérablement le niveau général de la délinquance des mineurs.

Le deuxième niveau, qui englobe les 15 années suivantes, se caractérise par un changement radical. Une hausse quasi ininterrompue caractérise cette période ; en effet, les taux progressent d'environ 15 % en 1955 à 40 % en 1970. Les taux sont nettement plus élevés, en moyenne 26 %, qu'ils étaient au premier niveau, en moyenne 11 %. Les hausses sont beaucoup plus spectaculaires ; il y en a trois dont les sommets sont 21 % en 1957, 34 % en 1963 et 41 % en 1970. De plus, les oscillations sont moins nombreuses, puisque deux baisses seulement sont observables, de 1957 à 1959 et de 1963 à 1966. L'impression qui se dégage pour ces années est celle d'une effervescence délictueuse chez les adolescents. La première poussée apparaît dans la deuxième moitié des années 1950 ; elle correspond à une période de marasme politique (la fin du régime Duplessis) et de croissance économique exceptionnelle. La deuxième poussée, à partir du début des années 1960, se singularise par une accélération de son accroissement. Celle-ci reprend de plus belle dans la deuxième moitié des années 1960 après une courte interruption. La hausse survenue au cours des années 1960 demande à être interprétée, puisqu'elle résulte, dans une large mesure, de changements dans les méthodes de compilation utilisées par les services policiers pour recueillir et dénombrer des données statistiques. En effet, jusqu'en 1964, une seule catégorie de délits est enregistrée, soit les actes illicites conduisant les adolescents à la Cour du bien-être social, alors que par la suite les mineurs ramenés à leurs parents - ce qui s'appelle maintenant les cas solutionnés hors

cour - figurent également dans les statistiques. Ce dernier groupe totalise, certaines années, de 35 à 40% de tous les cas pour la ville de Montréal (Le Blanc, 1978). Comme autre source d'accroissement, mentionnons l'efficacité accrue de certains services policiers, tel celui de Montréal où l'augmentation des arrestations s'est révélée nettement plus forte que l'augmentation des délits rapportés (Le Blanc, 1977). En neutralisant cette croissance due aux variations de la compilation des données et de l'application de la loi, nous obtenons un taux d'accroissement du volume de la délinquance totale qui, tout en étant vraisemblablement réel, semble plus raisonnable. En effet, tout au long de la décennie 1960-1970, l'augmentation de la délinquance officielle à Montréal West pas alarmante, même si elle est substantielle (de l'ordre de 40% pour toute cette période) ; de plus, cette augmentation est conforme au profil évolutif de la plupart des autres sociétés industrielles selon les comparaisons établies par Le Blanc (1968) (voir Cusson, 1990).

Cet accroissement réel semble tributaire de deux grands facteurs. Le premier est l'expansion démographique résultant de l'augmentation considérable des naissances après la Seconde Guerre mondiale (le baby-boom de l'après-guerre). Entre autres choses, cette vague apporte un surplus d'adolescents dans les services de police à partir du début des années 1960 jusque vers 1969 ; autour de 1970, elle semble se résorber, puis se stabiliser après 1972. Le deuxième facteur est l'augmentation sensible, vers 1965, des nouvelles formes de déviance comme l'usage des psychotropes, l'apparition des groupes hippies ou pseudo-hippies, la formation de gangs structurés (les gangs de motards, par exemple), le développement des formes violentes de contestation étudiante, etc. Cette nouvelle déviance se manifeste par une croissance de certaines infractions au Code criminel comme le méfait, les infractions relatives aux drogues, etc. À Montréal, ces formes de déviance frappent surtout les classes aisées (c'est là que l'augmentation est la plus forte) et les classes ouvrières plutôt que les milieux défavorisés, les premières contribuant donc d'une manière significative à la croissance totale de la délinquance (Le Blanc, 1968). Les données statistiques sur la délinquance dans d'autres pays sont similaires et les facteurs explicatifs proposés sont semblables dans les pays européens (Conseil de l'Europe, 1979) et aux États-Unis (Katzenback, 1967).

Figure 2

Délinquance juvénile au Canada et au Québec :les Infractions
connues des services de police de 1974 à 2000, taux pour 1000

Source : Statistique Canada.

[Retour à la table des matières](#)

À partir de 1970, le troisième niveau de la courbe, le tableau de la délinquance paraît se stabiliser à Montréal. En premier lieu, la courbe générale d'expansion de la délinquance fléchit légèrement au début des années 1970 ; les taux de délinquance dans la région de Montréal sont en moyenne de 36% au début des années 1970, alors qu'ils atteignent seulement 31% en moyenne au cours des années 1960. Par contre, à partir de 1973, les statistiques de la délinquance deviennent moins comparables d'une année à l'autre, parce que le Service de police de la ville de Montréal est fusionné avec les services de police des autres municipalités de l'île de Montréal. Par conséquent, nous com-

pléterons notre analyse de l'évolution de la délinquance avec les données de Statistique Canada pour l'ensemble du Québec. La figure 2 rapporte les taux d'infractions connues des services de police du Québec pour 1 000 mineurs entre 1974 et 2000.

Si le taux de délinquance était en moyenne de 36 % au début des années 1970 pour la ville de Montréal, il est en moyenne de 33 % au Québec entre 1974 et 1978. En somme, la délinquance est de même niveau au Québec durant cette période. Cette tendance s'est consolidée parce que le boum démographique est à ce moment-là terminé (des écoles sont même fermées) et que les populations dans les diverses régions du Québec apparaissent passablement stabilisées (Le Blanc, 1985). En second lieu, les nouvelles formes de déviance, qui constituaient l'autre source d'augmentation de la délinquance, sont elles aussi en régression : l'usage des psychotropes diminue, les groupes de hippies se sont dissous, les gangs organisés se raréfient, la contestation étudiante violente est presque éteinte (Le Blanc, 1977). La déviance semble revenir à des formes traditionnelles : ainsi, alors que la consommation des psychotropes diminue, c'est la consommation d'alcool qui semble augmenter chez les adolescents. Il est d'ailleurs à noter que c'est la délinquance la plus traditionnelle, c'est-à-dire celle des classes défavorisées, qui, à travers toutes ces variations, est demeurée d'une stabilité remarquable (selon Le Blanc, 1968, elle constitue de 60 à 65% de la délinquance totale au cours des années 1960). Toute cette phase paraît se caractériser par une sorte de rémission au cours de laquelle les phénomènes plus spectaculaires et sans doute plus artificiels de déviance s'atténuent pour laisser place à une délinquance utilitaire, entre autre le vol, le recel, l'effraction et les méfaits publics, qui se distingue par le retour à des structures de groupes moins organisées, moins ouvertement agressives et moins visibles socialement (à Montréal par exemple, on revient aux petits gangs de quartier peu structurés et ayant une déviance plus impulsive). Un plafonnement est particulièrement évident dans cette ville où les policiers, entre 1974 et 1985, ont procédé bon an mal an à l'arrestation d'environ 10 000 mineurs pour des transgressions d'ordre criminel, comme le confirment les données citées par Le Blanc (1982). En Europe, on note aussi dans la plupart des pays une stabilisation, sinon une diminution des arrestations (Conseil de l'Europe, 1979). Jensen et Rojeck (1980) et Cook et

Laub (1986) signalent le même phénomène pour l'ensemble des États-Unis.

Un quatrième niveau de la courbe de la délinquance est observable à la figure 2. Il se caractérise par trois phénomènes. Il faut d'abord noter une croissance exceptionnelle en 1979 et 1980, des progressions de 33% en 1978 à 59% en 1980, ce niveau se maintenant entre 1981 et 1983. Ensuite, une augmentation d'échelle est observable par rapport aux années 1970 ; les taux montent à une moyenne de 49% pour les années 1984 à 2000 en comparaison de 33% antérieurement. Finalement, la trajectoire de la délinquance au cours des 20 dernières années du siècle se caractérise par des ondulations en pente douce qui se terminent par une lente baisse graduelle à la fin de chacune des 2 dernières décennies. Par exemple, le taux de délinquance passe de 49% en 1985 à 44% en 1990 ; et de 54% en 1996 à 41% en 2000. Carrington (1999) confirme ces tendances pour l'ensemble du Canada et la plupart de ses provinces, le Québec apparaissant constamment, depuis 1985, comme la région du Canada dont les taux de délinquance sont les plus faibles. Comment expliquer ces trois phénomènes ?

La croissance exceptionnelle des années 1979 et 1980 semble en grande partie artificielle. Elle correspond au début de l'application de la nouvelle Loi sur la protection de la jeunesse au Québec. Cette loi permettait la déjudiciarisation des délinquants, c'est-à-dire leur renvoi au Directeur de la protection de la jeunesse plutôt qu'au procureur de la Couronne, celui-là pouvant proposer des mesures volontaires (des travaux communautaires par exemple, comme une alternative à la judiciarisation) aux adolescents qui étaient arrêtés pour une infraction criminelle, statutaire ou municipale. La commission Charbonneau (1982) a étayé de deux manières les perturbations engendrées par cette loi pour le travail des policiers. Premièrement, le nombre de délits enregistrés a augmenté parce que les policiers ont pensé avoir perdu leur pouvoir discrétionnaire de renvoyer ou non le cas au procureur de la Couronne. Dans ces conditions, ils renvoyaient à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) tous les adolescents qu'ils rattachaient à une infraction, quelle que soit la qualité de la preuve. Deuxièmement, des policiers pensaient que la DPJ pouvait aider tous les délinquants qu'elle rencontrait en raison des mesures alternatives à la judiciarisation ; dans cet esprit d'aide, ils ont référé des cas qu'ils ne clas-

saient pas antérieurement parmi les cas accusés ou solutionnés hors cour. La confusion résultant de l'introduction de cette loi est illustrée par le fait que les policiers québécois ont enregistré en 1979, dans le programme de Déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada, 97% des crimes connus comme étant solutionnés hors cours. Une preuve circonstancielle de cet effet de l'introduction d'une nouvelle loi est également observable à la figure 2. En effet, la courbe de la délinquance pour le Canada progresse de façon abrupte en 1984 et 1985 ; elle est d'une ampleur comparable à celle qu'a connue le Québec en 1979 et 1980. La Loi sur les jeunes contrevenants a justement été introduite en 1984. Elle modifiait substantiellement la philosophie et le système de justice pour mineurs en introduisant la déjudiciarisation, comme l'avait fait le Québec cinq ans plus tôt (Carrington, 1999). La similarité des courbes canadienne et québécoise est flagrante, c'est-à-dire une montée abrupte pendant deux ans et une stabilisation à ce dernier niveau pendant deux ans. Il faut ajouter qu'une partie de la hausse pourrait être attribuable à un changement dans la base de calcul. La loi, en effet, fait passer l'âge minimal de la délinquance de 7 ans (Loi sur les jeunes délinquants) à 12 ans (Loi sur les jeunes contrevenants). Par conséquent, les taux sont dorénavant calculés sur le groupe d'âge de 12 à 17 plutôt que sur la catégorie 7 à 17 ans. Il en résulte que les taux deviennent plus élevés, car le numérateur change somme toute assez peu, à savoir le nombre des infractions connues des services de police, alors que le dénominateur diminue considérablement. En effet, il est établi que les délinquants de 7 à 11 ans sont peu nombreux (Le Blanc, 1977). Par conséquent, une partie de cette hausse de la fin des années 1970 provient de la confusion résultant de l'introduction d'une nouvelle loi et d'un changement de la base de calcul des taux de délinquance.

Malgré le fait qu'une partie de la croissance de la délinquance de la fin des années 1970 peut être attribuée à ces facteurs, il reste que le niveau de la délinquance est, semble-t-il, plus élevé au cours des années 1980 qu'au cours des années 1970. Fréchette et Le Blanc (1987) attribuent cette situation à deux facteurs, un changement dans la structure de la délinquance et des conditions économiques plus difficiles. Le gonflement de la délinquance dépend d'une augmentation substantielle des crimes contre la propriété, et plus particulièrement des introductions avec effraction qui ont doublé durant cette période ; il y a eu

au Québec 12 000 infractions criminelles supplémentaires entre 1978 et 1980, dont 7 000 introductions avec effraction. Cook et Laub (1986) observent le même phénomène aux États-Unis à la même époque. Cet accroissement dramatique de l'activité délinquante chez les mineurs paraît de prime abord insolite, mais il peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Premièrement, le facteur démographique ne peut entrer en ligne de compte, car la population d'âge mineur diminue déjà depuis quelques années et continue d'ailleurs de décroître par la suite (DGSP, 1981). Deuxièmement, la situation économique est un facteur à considérer : la conjoncture fut difficile durant cette période, les taux d'intérêt, par exemple, grimpant à environ 20% et le gouvernement du Québec décrétant des compressions salariales. Troisièmement, il est probable que la mise en place de programmes de prévention du crime, les campagnes de sensibilisation des citoyens, les exigences accrues des compagnies d'assurances, etc., ont favorisé la reportabilité et le dépistage d'un plus grand nombre de vols. Quatrièmement, il est raisonnable de penser que le fait que la délinquance se soit transformée en une activité de plus en plus dirigée contre la propriété favorisait en soi une incidence de perpétration accrue. En effet, l'introduction avec effraction est très certainement une conduite illicite plus facilement réitérable que le vol qualifié ou l'assaut, dont le risque d'identification est moindre pour son auteur et constitue une solution moins facile pour les services de police (Fréchette et Le Blanc, 1987). En outre, ce type de comportement est favorisé par certains facteurs extrinsèques, comme le prix de l'or à un certain moment, l'augmentation des prix, à la consommation, la rareté et la nouveauté de certains biens de consommation, la demande accrue sur le marché et ainsi de suite. À vrai dire, le fait marquant du début des années 1980 est le retour en force de la délinquance d'appropriation. Celle-ci prend le pas sur les autres formes de délinquance, cette transformation de la nature des activités délinquantes se traduisant par une élévation du niveau d'ensemble de la délinquance.

Indépendamment du niveau élevé de la délinquance au début des années 1980, la courbe de la figure 2 semble décrire un changement d'échelle entre les années 1970 et les années 1985 et suivantes ; les taux sautent respectivement d'une moyenne de 33% à 49%. Cette nouvelle élévation de la délinquance est donc en partie artificielle, en particulier en raison d'une modification de la méthode de calcul des

taux qui résulte du changement de l'âge minimum requis pour être déclaré délinquant. La moyenne de 49% pour la période de 1985 à 2000 reflète des variations qui se situent entre 44% et 54% pour un écart type de 9%, une variation de 18% par rapport à la moyenne. Toutefois, deux pourcentages sont atypiques, à savoir 61% en 1993 et 41% en 2000. Cette stabilisation du niveau de la délinquance des adolescents pendant les quinze dernières années est également observée pour les États-Unis par Cook et Laub (1998). Elle correspond, au Québec, à une démographie relativement stable et à des politiques éatiques uniformes (services généreux et gratuits d'éducation, de santé, sociaux, familiaux, d'aide économique, etc.). Elle correspond aussi, en arrière-plan, à une période de croissance économique interrompue seulement par une courte période difficile (les taux de délinquance progressent effectivement pendant cette période au début des années 1990).

Toutefois, ce qui est remarquable durant ces 15 années, c'est la décroissance des taux de délinquance entre 1985 et 1990, de 53% à 44%, et entre 1996 et 2000, de 54% à 41%. Pour leur part Rutter et al. (1998) confirment ce diagnostic en ajoutant qu'une baisse durant les années 1990 ne s'observe pas dans tous les pays occidentaux. Encore une fois, il faut peut-être rechercher la cause immédiate de ces baisses dans la transformation de la structure de la délinquance. En effet, Le Blanc (1990, 1999) montre que ces deux périodes se caractérisent par une augmentation substantielle des infractions avec violence en comparaison des infractions de nature acquisitive qui, elles, régressent substantiellement (même les vols à main armée diminuent, tels les vols avec effraction, si on les compare aux autres infractions contre les personnes). Nous reviendrons sur ce phénomène dans la prochaine section.

Bref, à partir d'une vue d'ensemble sur l'évolution de la délinquance à Montréal entre les années 1930 et la fin des années 1970 et au Québec entre les années 1970 et l'an 2000, et Ce indépendamment de certains facteurs artificiels de changement, nous constatons une croissance phénoménale durant les années 1960 ; elle connaît des taux de délinquance qui varient somme toute assez peu durant les années ultérieures. Cusson (1990) concluait, à l'aide d'une comparaison internationale, qu'après une croissance massive au cours des années 1960,

cette stabilité fut suivie d'un fléchissement durant les années 1980. Cook et Laub (1986, 1998) concluent, dans le cas des États-Unis, que les taux d'arrestation des adolescents pour les crimes graves sont remarquablement stables depuis les années 1970. Cette situation, à leurs yeux, est surprenante en raison de l'augmentation de la pauvreté et de la détérioration de la vie de famille durant la même période. Toutefois, il serait plus précis de décrire la trajectoire de la délinquance au cours des 70 dernières années comme composée de 3 caractéristiques. Au départ, il s'agit d'un niveau faible de délinquance, en moyenne 11%, des années 1930 au milieu des années 1950. Par la suite, une croissance quasi ininterrompue s'observe du milieu des années 1950 à 1970 avec une moyenne annuelle de 26%, passant de 13% à 40%. Finalement, après une croissance artificielle entre 1979 et 1983, un niveau de délinquance constant est atteint avec des taux moyens de 49% entre 1985 et 2000. La progression par étapes semble s'expliquer, au-delà des changements de politiques ou de pratiques, par la prépondérance, selon les époques, de facteurs démographiques, économiques, législatifs, sociaux, d'application de la loi, etc. et surtout par des transformations de la structure de la délinquance.

Au Québec, la population et les spécialistes n'ont donc pas lieu de s'inquiéter indûment devant le niveau actuel de la délinquance des mineurs. Le Québec se situe entre les États-Unis, dont le taux de délinquance est le plus élevé parmi les sociétés industrialisées, et la Suisse et le Japon, dont les taux sont les plus bas, à un niveau comparable à ceux de la plupart des pays scandinaves et des pays d'Europe continentale. De plus, la figure 2 montre qu'au cours des 26 dernières années, le Québec avait un taux de délinquance inférieur à celui du Canada, sauf pour les années 1981 à 1983. Cet écart s'est même accentué ; il est passé d'environ 10% au cours des années 1970 à environ 20% depuis 1985.

Figure 3

Délinquance juvénile des filles et des garçons au Québec :
les accusations par les services de police de 1974 à 2000, taux pour 1000

[Retour à la table des matières](#)

Source : Statistique Canada.

En terminant cette section, il convient de présenter brièvement l'évolution comparée de la délinquance des filles et des garçons du Québec. La figure 3 rapporte les taux d'accusation pour 1 000 mineurs entre 1974 et 2000. Les deux trajectoires se ressemblent et divergent à la fois. Elles affichent des tendances similaires quant au niveau plus faible de délinquance au cours des années 1970 et présentent une baisse au cours des années 1990. Par contre, elles se différencient par le fait que la croissance du début des années 1980 n'est pas suivie d'une baisse chez les filles comme c'est le cas pour les garçons ; entre 1983 et 1993, le taux de délinquance varie autour de 8‰ chez les premières et oscille de 56 à 96 ‰ chez les seconds. En revanche, il faut

noter que la place occupée par les filles dans l'ensemble de la délinquance augmente. Si elles commettaient en moyenne 7% des infractions pour lesquelles un adolescent était accusé entre 1974 et 1983, cette proportion monte à 11% en moyenne au cours des 10 années suivantes, progressant encore jusqu'à une moyenne de 13% entre 1996 et 2000. Cette tendance peut refléter une augmentation réelle de la délinquance des filles du milieu des années 1970 à aujourd'hui. Cette dernière hypothèse est probable parce qu'il est bien connu que, comparées aux garçons, les filles sont depuis toujours référées au système de justice plus souvent en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse qu'en raison de la législation sur la délinquance (Bertrand, 1979 ; Lanctôt et Le Blanc, 1996). Toutefois, une autre explication doit être envisagée : l'évolution du rôle de la femme au cours de la dernière moitié du XXe siècle. Le mouvement de libération des femmes serait, en partie, responsable de cette évolution (Adler, 1975 ; Simon, 1979).

La délinquance avec violence

[Retour à la table des matières](#)

La délinquance avec violence mérite une attention particulière parce qu'elle affiche une croissance importante après le milieu des années 1980. La délinquance avec violence comprend les infractions et tentatives suivantes : homicides, enlèvements, délits sexuels, voies de fait, vols qualifiés et possession d'armes offensives. La figure 4 présente les taux d'accusations pour ces infractions par les services de police du Québec pour 1 000 adolescents. Une comparaison des figures 2 et 4 permet de conclure que les taux de délinquance avec violence varient de 1,7 à 6%. Ils sont nettement moins élevés que ceux de la délinquance dans son ensemble. Ils affichent en général un niveau de 2 à 3 % moins élevé si nous les comparons aux données de Cook et Laub (1998) pour les États-Unis. Par ailleurs, il faut noter que les taux de délinquance avec violence suivent l'évolution générale de la délinquance au cours des années 1970 et cela jusqu'en 1987. Par la suite, les trajectoires se distinguent de plus en plus. Celle de la délinquance dans son ensemble se caractérise par une stabilité relative (moyenne de 49% et variations principalement entre 44 et 54%) avant une baisse

dans la deuxième moitié des années 1990. Par contre, celle de la délinquance avec violence se présente avec une hausse quasi ininterrompue jusqu'en 1995, une courte accalmie et une progression en 1998 et 1999. Par ailleurs, au cours des années 1980 et 1990, la trajectoire de la délinquance avec violence au Québec est similaire à celle des États-Unis : stabilité jusqu'en 1987, démarrage de la progression en 1988 et poursuite de la hausse jusqu'en 1995 (Snyder et al., 1996 ; Cook et Laub, 1998). Le même type de trajectoire est observable également en Europe (Rutter et al., 1998). En somme, la délinquance avec violence augmente, mais cette croissance est-elle réelle ? Si oui, comment s'explique-t-elle ?

Figure 4

Délinquance juvénile avec violence au Québec :
les accusations par les services de police de 1974 à 2000, taux pour 1000

Source : Statistique Canada.

[Retour à la table des matières](#)

Il est possible d'argumenter que la progression de la délinquance avec violence résulte avant tout d'une transformation de la structure de la délinquance. Elle devient de moins en moins acquisitive. C'est effectivement ce que démontre Le Blanc (1990). Il utilise la proportion que représentent les accusations pour une infraction avec violence sur l'ensemble des accusations et il note qu'entre 1962 et 1987 elles comptent toujours pour moins de 10%, une moyenne de 7,7%. Par la suite, il observe une progression jusqu'à 20% en 1995 (Le Blanc, 1999) et ultérieurement jusqu'à 30% selon les données actuellement disponibles jusqu'en 2000. Ces données indiquent donc une transformation de la nature de la délinquance. Elle est de moins en moins dirigée vers les biens et de plus en plus orientée vers les personnes. Au Québec, ce sont les voies de fait qui occupent une place de plus en plus importante par rapport aux homicides et tentatives, aux vols qualifiés, aux agressions sexuelles et aux possessions d'une arme offensive. Les voies de fait représentaient moins de 60% de l'ensemble des crimes contre la personne au début des années 1980, alors qu'ils comptaient pour 80% de ces derniers en 1995. Aux États-Unis, ce sont les homicides qui affichent la progression la plus marquée (Snyder et al., 1996 ; Cook et Laub, 1998). Cette personnalisation de la délinquance au cours des 10 dernières années ne provient pas de l'augmentation du nombre brut d'accusations. Au Québec, elles se sont maintenues autour de 3 000 au cours des 10 dernières années (minimum : 2 858 ; moyenne : 3 052 ; maximum : 3 275). Pendant cette période, les accusations pour d'autres infractions diminuaient régulièrement pour atteindre environ la moitié de ce qu'elles étaient : elles passaient de 19 861 en 1991 à 10 100 en 2000.

Ce changement dans la structure de la délinquance ne peut pas s'expliquer par des difficultés économiques, car la dernière décennie constituait une période de croissance. Elle ne peut pas non plus être attribuée à des changements démographiques, la population des adolescents ayant été stable durant cette période. Seule l'augmentation des trois dernières années est partiellement le résultat d'une diminution de la population des adolescents, la population des adolescents québécois décroissant durant cette période. Elle ne peut pas s'expliquer non plus par des changements dans la législation concernant la définition et le traitement des crimes avec violence (Le Blanc, 1990). Elle ne peut pas dépendre de changements fondamentaux dans les politiques sociales

du Québec, le niveau des services éducatifs, sociaux et de santé étant demeuré important, malgré les compressions budgétaires. Des chercheurs américains attribuent l'augmentation de la violence à deux facteurs, la disponibilité des armes et la progression du marché de certaines drogues, principalement le crack (Blumstein, 1995 ; Snyder et al., 1996 ; Cook et Laub, 1998). Ces explications semblent peu pertinentes pour le Québec. Le Blanc (1990, 1999) montre que le port d'une arme offensive représente une proportion minime et relativement stable des délits avec violence au Québec tout au long des 35 dernières années. De plus, il n'y a pas d'indications fiables selon lesquelles le marché de la drogue aurait subi les mêmes tendances, avec la même acuité, au Québec et aux États-Unis.

Une explication, qui a été retenue au chapitre précédent par Ouhmet, nous paraît intéressante pour rendre compte, tout au moins en partie, de l'augmentation de la délinquance avec violence chez les adolescents. Il s'agit d'un changement de valeurs. Les années 1990 se sont caractérisées comme une période de rectitude morale. De différentes manières, la population a été sensibilisée au caractère inacceptable des comportements violents, par exemple les abus sexuels et physiques et la violence conjugale, et de diverses conduites dangereuses, par exemple la conduite d'un véhicule en état d'ébriété. Wilson et Herrnstein (1985) attribuaient l'augmentation de la délinquance au cours des années 1960 au passage d'un éthos de contrôle personnel à la libération des mœurs et des valeurs. Par extension, la stabilisation de la délinquance, dans son ensemble, au cours des années 1980 et sa diminution à la fin des années 1990 serait une résultante d'un retour à un certain conservatisme. Cette tendance expliquerait, tout au moins en partie, l'augmentation de la délinquance avec violence par l'intolérance qu'elle suscite de plus en plus. Il ne s'agit que d'invoquer tous les programmes de tolérance zéro dans les écoles et les communautés concernant le taxage, la drogue, le bullying, etc. pour penser que ces attitudes peuvent faire augmenter le nombre d'infractions qui sont rapportées aux services de police ou qui peuvent induire de nouvelles politiques d'application de la loi dans les milieux policiers. Au Québec, le nombre d'infractions avec violence connues des services de police a augmenté de 178% au cours des 10 dernières années. Parallèlement, le nombre des mêmes infractions qui conduisent à une accusation ne progresse que de 120%. Par ailleurs, le nombre d'incidents

avec violence solutionnés hors cour fait un bond prodigieux de 357%. Ces chiffres nous portent à penser que la nouvelle rectitude morale face à la violence amène les témoins, les victimes, les autorités scolaires, etc., à rapporter davantage de comportements violents aux policiers, mais ces derniers les jugent insuffisamment graves pour porter des accusations. Dans cette optique, l'augmentation de la délinquance avec violence serait en partie la résultante d'un degré supérieur d'intolérance à la violence interpersonnelle, puisque ce sont les voies de fait qui progressent davantage.

Un modèle pour répertorier les facteurs explicatifs

[Retour à la table des matières](#)

En somme, la délinquance des adolescents québécois a à la fois progressé considérablement durant une période et démontré une constance remarquable au cours de 70 dernières années. Si, à certaines époques, les changements démographiques, économiques, sociaux ou politiques peuvent expliquer mieux que d'autres facteurs l'accroissement de la délinquance, il semble que tant les hausses de la fin des années 1960 et du début des années 1980 que la baisse de la fin des années 1990 s'expliquent en grande partie par une transformation de la structure de la délinquance. Toutes choses étant égales par ailleurs, la hausse des années 1960 semble résulter davantage de l'apparition de nouvelles formes de déviance, tandis que celle des années 1980 semble provenir davantage de la recrudescence des vols avec effraction et d'une confusion dans l'application de la loi résultant d'un changement législatif. Par contre, la décroissance des années 1990 est accompagnée d'une augmentation des infractions contre les personnes.

Depuis Sutherland (1934), le concept d'organisation sociale différentielle domine l'explication des variations de la trajectoire de la délinquance. La délinquance serait enracinée dans la nature de l'organisation sociale, elle fleurirait dans la mesure de la désorganisation sociale, de l'individualisme politique et économique, de la mobilité sociale et des conflits de culture. Aujourd'hui, comme nous l'avons souligné, il faut peut-être parler aussi, selon les époques, d'abondance

économique, de boom démographique, de globalisme dans les communications, de socialisme sur le plan social, économique et éducatif et de rectitude morale. Aucune étude n'a été en mesure, jusqu'à présent, de vérifier un modèle macrosociologique compréhensif pour expliquer la trajectoire de la délinquance par manque de données statistiques appropriées. Les chercheurs se sont en fait limités à l'étude de l'un ou l'autre des facteurs explicatifs potentiels : la structure d'âge, les conditions économiques, la situation politique, le tempérament national, le milieu physique, les contraintes écologiques, la position de divers groupes sociaux, l'organisation de la famille, le système scolaire, les moyens de communication de masse, les politiques et pratiques d'application de la loi et de l'administration de la justice, les opportunités de commettre des crimes, etc.

Nous avons proposé une théorie de la régulation de la délinquance phénomène de masse comme composante d'une théorie générale du phénomène criminel (Le Blanc, 1997). Cette théorie comprend six domaines de facteurs. Ils sont énumérés dans l'ordre inverse de leur impact direct sur le niveau de délinquance d'une société : Premièrement, le milieu physique et écologique ainsi que les conditions économiques, politiques et démographiques ; deuxièmement, les éléments de structure sociale (famille, école, etc.) et les caractéristiques de la culture ; troisièmement, les opportunités criminelles et les politiques et pratiques de contrôle social. Lorsque le milieu physique se détériore et l'environnement social se désorganise, il en résulte des conflits de culture et une structure sociale informelle défaillante ; dès lors, le taux de délinquance peut augmenter, dans la mesure où les opportunités criminelles sont importantes et les pratiques de contrôle social répressives.

La délinquance autorapportée

[Retour à la table des matières](#)

Deux phénomènes caractérisent donc l'évolution de la délinquance officielle des adolescents québécois au cours du dernier quart de siècle. Premièrement, après une hausse momentanée au début des années 1980, la courbe de la délinquance est somme toute stable sauf pour une légère décroissance à la fin des années 1990. Deuxièmement, à partir de la fin des années 1980, les infractions incluant de la violence constituent une proportion croissante de l'ensemble des actes criminels. Les enquêtes sur la délinquance cachée confirment-elles ou infirment-elles ces tendances lourdes ?

La participation à l'activité criminelle

Les données officielles sur la délinquance des adolescents québécois nous informent qu'au cours des 25 dernières années, 100 adolescents québécois commettaient en moyenne 4,5 infractions criminelles chaque année, un peu plus de 3 au début et près de 5 à la fin de cette période (figure 2). Les chiffres rapportées par Fréchette et Le Blanc (1987) nous permettent d'estimer que 60% de ces infractions constituent des récidives, il en résulte qu'au cours des 25 dernières années environ 2,5% des adolescents québécois ont été annuellement en contact avec les services de police pour une infraction criminelle.

Par ailleurs, les données des quatre enquêtes effectuées au cours de chaque décennie entre 1967 et 1999 indiquent qu'en moyenne 72% des adolescents montréalais rapportent avoir commis au moins une infraction de nature criminelle au cours de la dernière année. Le Blanc (Inédit) rapporte, pour les enquêtes conduites en 1976, 1985 et 1999, que ce pourcentage varie entre 68% et 76%. Ces proportions sont tout à fait comparables à celles qui sont relevées par des enquêtes sembla-

bles dans plusieurs sociétés occidentales (Junger-Tas et Terlow, 1994 ; Fréchette et Le Blanc, 1987).

Devant de telles différences quant à l'estimation de l'ampleur de la délinquance, certains concluront que les statistiques officielles représentent mal ce phénomène, d'autres que la mesure de la délinquance cachée n'est pas réaliste. Certains penseront que la délinquance officielle dédramatise le phénomène en le limitant à quelques adolescents et que la délinquance cachée le dramatise en le généralisant à la très grande majorité des adolescents. Certains soutiendront que la différence entre les deux mesures de la prévalence de la délinquance indique que la société est trop tolérante et qu'il faut augmenter la répression, tandis que d'autres diront que la tolérance que cet écart manifeste est nécessaire parce que la délinquance est un épiphénomène de l'adolescence. Avant d'adopter une de ces positions extrêmes, il faut peut-être considérer que ces mesures nous révèlent deux types de délinquance qui s'opposent entre eux, mais s'emboîtent également à la manière de formes gigognes. Il s'agit de la délinquance commune et de la délinquance spécifique et sanctionnée. Elles s'opposent par la visibilité sociale des actes délinquants.

Ainsi, une bonne partie de la délinquance cachée est une délinquance sciemment ignorée par les témoins et les victimes pour deux raisons bien distinctes. D'une part, les actes posés correspondent à ce qui est le plus souvent considéré comme des actes bénins qui, même s'ils sont visibles et connus, sont intentionnellement tolérés par la majeure partie de la population. D'autre part, certains actes, même graves, demeurent véritablement secrets et ils sont ainsi commis en toute impunité. Par ailleurs, la délinquance commune se manifeste principalement par des infractions de nature bénigne comme du vandalisme de gravité moindre et des vols mineurs (Le Blanc, inédit). Sa caractéristique majeure est le caractère de normalité statistique de cette délinquance chez les adolescents. De toute évidence, cette délinquance n'est pas judiciairisée et ne pourrait ni ne devrait l'être, bien que les actes en question soient loin d'être toujours bénins. La tolérance sociale ainsi constatée, même si elle n'est pas à tous moments intentionnelle, paraît nécessaire, d'autant plus qu'il ressort clairement que ces conduites ont très peu de chances de persister et qu'elles diminuent substantiellement au terme de l'adolescence (Fréchette et Le Blanc,

1987). La conclusion de Le Blanc (1977), selon laquelle cette déviance est « un épiphénomène qui se greffe au processus de socialisation », est donc pleinement justifiée puisqu'elle s'inscrit dans une période d'apprentissage ou, plus exactement, d'essais et d'erreurs sociaux quasi inévitables pour des adolescents en formation.

Cette délinquance commune inclut par ailleurs une délinquance spécifique, la délinquance sanctionnée officiellement par les organes de la réaction sociale. En effet, les enquêtes sur la délinquance cachée montrent que, si environ les trois quarts des adolescents commettent des actes délinquants, 10% seulement commettent des actes délinquants plus sérieux au cours des trois dernières décennies (par exemple un vol de plus de 100 \$, un vol avec effraction, le vol d'une automobile, l'agression d'une personne), cette proportion oscillant entre 7 et 13% entre 1976, 1985 et 1999. Ces proportions se rapprochent étonnamment de celles que l'on rencontre, au cours de la même période, chez les adolescents québécois connus officiellement des services de police, à savoir 2 à 3% en moyenne, et cela malgré des différences importantes sur la liste des infractions qui caractérisent chacune de ces mesures de la délinquance.

En somme, les statistiques officielles et les enquêtes menées auprès des adolescents sont loin de se contredire sur la prévalence de la délinquance. Elles nous soulignent qu'il existe une délinquance commune qui se manifeste annuellement chez la très grande majorité des adolescents québécois. De plus, cette forme de délinquance contient une manifestation plus virulente qui touche une minorité d'adolescents, une bonne proportion de ces derniers étant reconnue par diverses instances de la société, à travers les témoins, les victimes, les services de police, sans oublier les autorités scolaires, pour faire l'objet d'une réaction formelle. Une question découle de cette conclusion : la trajectoire de la délinquance cachée se compare-t-elle avec celle de la délinquance officielle ?

L'évolution de la délinquance cachée entre 1976 et 1999

[Retour à la table des matières](#)

Deux études antérieures nous avaient amené à conclure que la délinquance autorapportée des adolescents montréalais semblait plutôt stable au cours des 25 dernières années. Premièrement, Le Blanc et Tremblay (1988) comparent deux échantillons représentatifs de la population des adolescents recrutés respectivement en 1974 et 1985 : ces échantillons sont tout à fait équivalents en termes de répartition des adolescents selon l'âge, le sexe et le statut socio-économique. Pour leur part, Le Blanc et Girard (1997) comparent deux échantillons de garçons judiciairisés et recrutés en 1974 et 1993 à Montréal : ces deux échantillons sont également équivalents quant à la répartition des âges.

À Montréal en 1985, 81% des adolescents admettent avoir commis au cours de la dernière année au moins une des 28 infractions au Code criminel canadien qui leur ont été soumises par l'entremise d'un questionnaire autoadministré. La prévalence des activités délinquantes de ce groupe est inférieure à celle obtenue en 1974 quand 84% des adolescents avouaient au moins une infraction criminelle. Toutefois, cette diminution de 3% n'est pas statistiquement significative. Les activités criminelles ont connu une stabilité évidente chez les garçons (prévalences de 93% en 1974 et de 90% en 1985), tandis qu'elles affichaient une légère tendance à la baisse chez les filles (prévalences de 77% en 1974 et de 73% en 1985). S'il y a stabilité de la délinquance cachée entre les années 1970 et 1980 chez les adolescents montréalais, elle semble s'échelonner sur quatre décennies. Le Blanc (1977), pour des échantillons non équivalents, rapporte des taux comparables de participation à la délinquance pour les années 1967 et 1974. Gold et Reimer (1975) arrivent à la même conclusion pour des échantillons d'adolescents américains. Des données plus récentes permettent de penser qu'il en est de même pour les années 1980 et 1990. En effet, pour 21 comportements délinquants, la proportion des adolescents qui com-

mettent ces infractions annuellement est respectivement de 76% et de 71% pour des échantillons non équivalents (Le Blanc, inédit). Une analyse plus fine des activités délinquantes (Le Blanc et Côté, 1986) n'a pas révélé de modifications marquées de la nature de la délinquance entre les années 1970 et 1980, ni une aggravation significative, seul le vol grave augmentant en fréquence. Toutefois, il faut noter que les conduites d'agression et de vandalisme tendent à s'accroître, particulièrement chez les filles. Les données annuelles sur la délinquance cachée que rapportent Osgood et al. (1989), pour la période entre 1975 et 1985, confirment tout à fait nos observations sur la stabilité de la délinquance en général ; de plus, ces chercheurs notent une légère augmentation des délits contre les personnes, celle-ci étant toutefois compensée par une faible diminution des délits contre la propriété.

Dans une seconde étude, Le Blanc et Girard (1997) comparent des garçons judiciariés pour troubles de comportements ou en vertu d'un acte délinquant et sélectionnés durant les années 1970 et 1990 (les deux échantillons ont été rendus comparables). Il ressort qu'il y a maintenant autant de garçons judiciarisés qu'avant qui sont impliqués dans toutes les formes de délinquance. Donc, la participation est stable comme dans la comparaison des adolescents représentatifs de la population des années 1970 et 1990. Par contre, ces auteurs notent une augmentation significative de la fréquence des actes délinquants pour toutes les formes de délinquance, dont les agressions. En somme, les adolescents judiciarisés commettent maintenant leurs actes délinquants avec une plus haute fréquence.

Puisqu'au cours des dernières décennies, la délinquance cachée semble équivalente, comment son évolution se compare-t-elle avec celle de la délinquance officielle ? Malgré la complexité de la trajectoire de la délinquance officielle rapportée aux figures 2 à 4, il faut affirmer que ses variations annuelles sont généralement minimales entre 1985 et 2000. Donc, la qualification de stabilité pourrait s'appliquer à la fois à la délinquance cachée et officielle pour caractériser la tendance générale de cette période. De plus, une décroissance s'observe à la fin des années 1980 et 1990 pour les données officielles et cachées. Par contre, la figure 4 montre une progression marquée de la délinquance officielle avec violence depuis la fin des années 1980, alors que les données sur la délinquance cachée ne détectent pas ce phéno-

mène au niveau de la prévalence mais le signalent quand même au niveau de la fréquence. En somme, il existe à la fois des ressemblances et des différences entre les données sur la délinquance officielle et celles sur la délinquance cachée, néanmoins elles ne se contredisent pas sur les tendances de fond. Les ressemblances nous rassurent, tandis que les différences nous renvoient à la comparabilité des données temporelles.

L'homéostasie

[Retour à la table des matières](#)

La délinquance des adolescents, dans son ensemble, semble étonnamment stable au cours des dernières décennies ; c'est ce que nous permettent de conclure les données provenant à la fois des statistiques officielles et des enquêtes sur la délinquance cachée. Comment expliquer ce phénomène ? Nous avons proposé l'explication suivante. La délinquance des adolescents serait dans un état d'homéostasie (Le Blanc et Tremblay, 1988 ; Le Blanc, 1993) parce qu'elle est le reflet d'une transformation de la société de masse (Le Blanc, 1993).

Une comparaison des conditions de vie et des modes de socialisation des adolescents en 1974 et en 1985 nous a conduit à identifier des transformations dans cinq champs (Le Blanc et Côté, 1986 ; Le Blanc et Tremblay, 1988). Celles-ci ne peuvent toutefois être qualifiées de considérables, puisque le quart des comparaisons est statistiquement significatif ; par contre, la combinaison de ces conditions est suffisamment puissante pour modifier de façon marquante les situations de vie des adolescents. Premièrement, sur le plan socio-économique, les adolescents des années 1980, dans leur ensemble, ont expérimenté des conditions économiques plus perturbées. D'abord, leurs parents ont vécu davantage de périodes de chômage et de dépendance de l'aide sociale et, ensuite, ils ont expérimenté moins d'aisance en raison du nombre accru de familles monoparentales. En effet, ces familles se caractérisent par une mère occupant un emploi dont le prestige (et la rémunération) est nettement inférieur au niveau d'éducation. Deuxièmement, sur le plan de la structure de la famille, ces changements

dans les conditions de vie sont accompagnés de modifications importantes dans l'organisation de la famille au moment de l'adolescence. Au milieu des années 1980, la famille est plus souvent monoparentale ; elle est plus petite et elle se compose d'un nombre plus restreint d'enfants. Troisièmement, sur le plan du contrôle social, non seulement le groupe familial s'est-il rétréci, mais il ressort, de la comparaison des réponses fournies par les deux générations d'adolescents, que les institutions les encadrent d'une façon plus serrée. Ainsi, dans la famille, les règles de vie sont plus spécifiques et elles sont sanctionnées par un contrôle plus précis de la conduite des adolescents. À l'école, les adolescents participent davantage aux activités parascolaires. De plus, leurs temps libres comptent une intégration plus poussée aux loisirs organisés. En somme, il faut noter, sur le plan quantitatif, que le groupe familial est davantage restreint. D'autre part, sur le plan qualitatif, il faut retenir que l'encadrement est renforcé, les adolescents des années 1980 recevant des pressions socialisatrices plus contraignantes dans la famille, à l'école et dans les autres milieux de vie. Quatrièmement, sur le plan de la convivialité, à l'encadrement plus rigoureux au milieu des années 1980 correspond l'élargissement du réseau de pairs. Les pairs ne possèdent pas une importance affective accrue, mais ils sont plus nombreux et font l'objet de contacts plus fréquents. Sebald (1989) observe que, au cours des années 1980, les adolescents demandent, plus souvent qu'auparavant, l'avis de leurs pairs sur différentes questions. Cinquièmement, la comparaison des données concernant l'expérience scolaire de l'adolescent montre que ceux des années 1980 croient davantage que l'école est un bon moyen de promotion sociale. Malgré cette croyance, ils ne sont pas plus assidus dans leurs tâches scolaires, le succès scolaire n'ayant pas une valeur plus significative pour eux.

Entre les années 1970 et 1990, des tendances semblables ont été observées chez les pupilles du Tribunal de la jeunesse de Montréal. Le Blanc et al. (1995) établissent que les familles des pupilles de la Chambre de la jeunesse vivent une situation économique plus difficile, puisque 70% d'entre elles reçoivent une forme quelconque d'aide économique contre 46% précédemment. Sur le plan de la structure familiale, la situation se détériore également. La proportion des familles disloquées passe de 65% à 82% entre les années 1970 et 1990. À cela s'ajoute davantage de déménagements. La communication est

moins fréquente dans les familles. Les pères et les mères supervisent moins l'adolescent, tandis que les méthodes disciplinaires demeurent déficientes. Pour sa part, la proportion des pupilles qui fait partie de bandes marginales augmente, passant de 60% au début des années 1970 à 66% au début des années 1990. En termes de différenciation sociale, notons un changement important au cours des 20 dernières années à Montréal. Il y a maintenant une proportion importante de pupilles du Tribunal dont les parents sont nés à l'extérieur du Canada, 31%, ou qui sont eux-mêmes nés à l'étranger, 19%. De plus, la proportion des membres des minorités visibles est importante, ce qui était exceptionnel au début des années 1970.

Malgré l'ampleur de ces transformations dans la vie sociale des adolescents, le niveau des activités criminelles n'a pas bougé significativement entre le milieu des années 1970 et 1980. Le Blanc et ses collègues attribuent cette stabilité aux modifications dans la personnalité modale des adolescents (Le Blanc et Côté, 1986 ; Le Blanc et Tremblay, 1988 ; Le Blanc, 1993) ; ces transformations les protègent contre les effets potentiellement néfastes des changements sociaux. Ils ont observé des changements significatifs sur la moitié des 13 échelles des inventaires de personnalité de Jesness et d'Eysenck. Les différences les plus marquantes entre les deux décennies concernent l'accroissement de la méfiance, de la perception chez soi de sentiments plus agressifs et d'une conscience plus aiguë des sentiments qui les animent. Des variations importantes s'observent également au niveau de l'augmentation de la capacité de reconnaître les éléments déplaisants de la réalité, de l'émotivité et de l'insécurité et d'une plus grande tendance à l'isolement. Quelques échelles affichent des fluctuations quand même significatives ; elles indiquent une progression de l'anxiété, de l'adhésion aux valeurs des classes inférieures et de la centration sur soi. Il faut noter que ces auteurs constatent qu'il n'y a pas plus d'adolescents psychologiquement inadaptés au cours des années 1980 « auparavant. En effet, un sous-groupe d'environ 20% des adolescents rencontre, aux deux époques, les critères d'une tendance marquée à avoir des déficiences de leur fonctionnement psychologique. Il ne s'agit pas de changements dans la structure de la personnalité de base des adolescents, puisque les profils sont tout à fait parallèles : seules les moyennes ont augmenté ou diminué. Ces différences au niveau de la personnalité de base des adolescents semblent provenir de la pé-

riode historique au cours de laquelle une génération vit son adolescence. En effet, des analyses de variance qui introduisent trois variables, la cohorte, le sexe et l'âge, montrent que les variations proviennent presque exclusivement de la première (Le Blanc et Côté, 1986). Ces résultats reproduisent ceux qui sont rapportés par Nesselroade et Baltes (1974). Ainsi, même si les adolescents des années 1980 apparaissent comme relativement décentrés, confiants face aux autres, plutôt réalistes face aux difficultés qu'ils rencontrent dans leurs relations interpersonnelles, même si leurs résultats traduisent un bon niveau de socialisation, ils semblent néanmoins plus anxieux si on les compare aux adolescents des années 1970. Cette insécurité se manifeste par une plus grande émotivité ; elle s'accompagne également d'une agressivité plus marquée. En ce sens, nous pourrions dire que leur crise d'identité s'affiche selon des modalités quelque peu différentes au milieu des années 1980. Deux études récentes confirment cette conclusion. Il s'agit des données rapportées par Pancoast et Archer (1988) qui portent sur les échelles de personnalité du Minnesota Multiphasic Personality Inventory (MMPI) à travers quatre décennies, et de celles qui sont publiées par Bovasso et al. (1991) qui concernent les valeurs morales selon l'échelle de Crissman.

Par ailleurs, entre les années 1970 et 1990, Le Blanc et al. (1995) notent moins de différences significatives chez les pupilles du Tribunal que chez les adolescents. Les pupilles du Tribunal des années 1990 affichent davantage une propension, dans la pensée et la perception, à déformer la réalité selon leurs propres désirs et leurs propres besoins ; ils sont davantage méfiants, en particulier en regard des personnes en position d'autorité ; ils partagent davantage l'éthique du dur et le désir prématuré du statut d'adulte ; ils ne manquent pas de satisfaction de soi ; pourtant, ils ne sont pas moins passifs et déprimés. Ainsi, chez les adolescents en général, on constate une consolidation de l'allocentrisme, alors que chez les pupilles du Tribunal, on a affaire à un renforcement de l'égocentrisme.

En somme, malgré les transformations structurelles qui ont affecté le vécu social des adolescents et compte tenu des modifications de leur personnalité de base, le nombre des adolescents qui s'impliquent dans les activités délinquantes n'est pas substantiellement plus important durant les années 1980 qu'au cours de la décennie précédente ; il

en va de même pour les adolescents judiciarisés entre les années 1970 et 1990. Ainsi donc, une personnalité modale plus anxieuse, mais plus réaliste apparaît donc comme une protection contre le développement des conduites délinquantes chez les adolescents de 14 et 15 ans, malgré des changements dans les structures sociales discutés précédemment. Cette homéostasie aurait-elle été rendue possible par les transformations de la société de masse ?

La société de masse qui prend forme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle se caractérise par le nivellement socio-économique et socioculturel. Si l'abondance généralisée caractérise les sociétés occidentales au cours des années 1960, la spécificité de cette société se manifeste avant tout par une culture de masse qui impose une contrainte psychoculturelle formidable, en particulier à travers les moyens de communication de masse. Ainsi l'augmentation phénoménale de la délinquance au cours des années 1960 résulterait du fait que « la délinquance issue des déterminismes socio-économiques cède la place à une délinquance née des sollicitations contradictoires de la liberté » (Szabo, 1965, p. 485). Wilson et Herrnstein (1985), pour leur part, attribuent cette augmentation au passage d'un éthos de contrôle personnel à celui qui met l'accent sur la libéralisation des mœurs et des valeurs. La culture de masse met de côté les sources traditionnelles de l'obligation morale, la religion, la famille, etc., pour les remplacer par une exposition libre à diverses interprétations de ce qui est ou non moral. La diversification des sources de la moralité, plus que la diversité socio-économique, devient le support de la transformation de la délinquance. La consommation des drogues illicites et la liberté sexuelle chez les adolescents sont des exemples particulièrement évidents des conséquences de la libéralisation des mœurs. Les données que fournissent Langlois et al. (1990) montrent comment se construit pendant trois décennies une société québécoise qui donne accès à des services de santé, d'éducation et sociaux équivalents et qui assure une certaine redistribution des revenus. Cette société diminue les écarts entre les classes sociales et élargit considérablement la classe moyenne. Au Québec, comme dans la plupart des sociétés occidentales, ces tendances se sont consolidées au cours des années 1970. Elles ont été renforcées par la révolution culturelle de la fin des années 1960. Révolution qui a introduit une révision des valeurs concernant

la sexualité, le couple, le rôle de la femme, le bien-être individuel, la qualité de la vie.

Par la suite, la stabilité de la délinquance, que nous avons observée à la fois pour la délinquance officielle et la délinquance cachée, apparaît comme le résultat d'une contraction de la diversité socio-économique et socio-culturelle de la société de masse. Cette contraction se manifeste d'abord par le passage, après les années 1970, d'une société d'abondance à une société de rareté relative. La révolution démographique que nous avons connue au Québec, c'est-à-dire un renversement complet de la tendance de la natalité et un vieillissement accéléré de la population, conduit à une société de rareté avec des crises économiques et budgétaires majeures et une remise en question de certains des acquis de la société d'abondance. Une société de rareté qui augmente le travail à temps partiel, qui permet des taux record de chômeurs, qui a de la difficulté à absorber ses jeunes diplômés sur le marché du travail, même s'ils sont moins nombreux et plus scolarisés (Langlois, 1990). Les discussions sur les avantages et les inconvénients du phénomène de la mondialisation illustrent très bien ces changements socio-économiques. Cette contraction n'est pas seulement économique, elle est également culturelle. L'ensemble des moyens de communication de masse diffuse un modèle culturel dominant plutôt qu'une grande diversité de modèles. Au plan moral, cette contraction de la société de masse se manifeste par la rectitude morale, un nouveau conservatisme qui se caractérise par un seuil de tolérance moins élevé face aux comportements qui mettent en danger la sécurité et la santé des personnes, par exemple le tabagisme, la violence conjugale, etc. Ce nouveau seuil de tolérance se manifeste par une demande de punitions pour les délinquants, pour les hommes violents, pour le tabagisme, etc. Il se manifeste, comme nous l'avons vu, par l'encadrement plus serré des adolescents. Au plan psychoculturel, les transformations de la personnalité modale des adolescents viennent consolider la stabilité de la délinquance. Nous observons une solidification de l'allocentrisme chez les adolescents ou une consolidation de l'obligation morale, puisque, malgré une accentuation de leur instabilité émotionnelle et de leur impulsivité, il faut noter qu'ils sont quand même plus réalistes et plus conscients des sentiments qu'ils provoquent chez les autres.

Si ces considérations nous conduisent à mieux comprendre la stabilité de la délinquance en général au cours des deux dernières décennies, comment peuvent-elles rendre compte de la progression de la violence ? À première vue, les transformations de la société de masse ne paraissent pas directement pertinentes pour expliquer l'augmentation des infractions avec violence en comparaison de la délinquance acquiescente. Les caractéristiques socio-économiques et socioculturelles de la société de masse actuelle ne révèlent pas des conditions qui peuvent encourager les comportements violents. Tout au plus permettent-elles de comprendre la nature de la réaction sociale à ces comportements. Par contre, les données concernant la socialisation et la personnalité modale des adolescents nous font penser qu'il faut rechercher des explications de cette tendance dans le mésosystème plutôt que dans le macrosystème pour reprendre la distinction de Bronfenbrenner (1979). Le macrosystème représente les caractéristiques de la société de masse, tandis que le mésosystème est constitué des milieux dans lesquels évolue l'adolescent (la famille, l'école, les pairs, etc.). Les conditions de vie des familles des adolescents se sont détériorées : les familles sont davantage disloquées et ils vivent dans un groupe familial de plus en plus restreint en raison du plus grand nombre de familles monoparentales et de fratries plus petites. L'encadrement s'est resserré sur les adolescents, à la fois dans la famille, à l'école et dans le champ des loisirs. Ils sont davantage influencés par leurs pairs. La combinaison de ces caractéristiques peut donner à penser que l'intimité et l'encadrement peuvent être étouffants et conduire à l'agression, surtout que les adolescents sont devenus plus instables émotionnellement et plus anxieux. Ainsi, des forces macrosystémiques peuvent régulariser le phénomène de la délinquance dans son ensemble, alors que des forces mésosystémiques sont peut-être davantage responsables de la progression récente de la délinquance avec violence.

En résumé, nos observations nous conduisent à soutenir que la délinquance des adolescents est régularisée de manière homéostatique. L'homéostasie, selon Walliser (1977), c'est l'adaptation d'un système au maintien d'un état interne constant. En l'occurrence, l'état interne constant, c'est la stabilité du niveau de la délinquance des adolescents. L'adaptation renvoie à la combinaison de variables contrôlées par le macrosystème qu'est la société de masse. Ces variables socio-économiques, socioculturelles et psychoculturelles s'équilibrent pour

maintenir l'état interne du système dans un sens favorable, c'est-à-dire le maintien du niveau de la délinquance des adolescents. Par conséquent, nous pouvons soutenir qu'à chaque génération, un équilibre différent s'établit entre ces forces pour maintenir la délinquance à un niveau constant même s'il est différent de celui de l'époque précédente.

* * *

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la trajectoire de la délinquance des adolescents québécois nous révèle cinq faits. Premièrement, à moyen terme cette trajectoire est marquée par la stabilité, particulièrement au cours des 30 dernières années une fois que sont soustraits les effets des méthodes de compilation, des changements législatifs et des pratiques d'application de la loi. Deuxièmement, à court terme, elle se caractérise par une tendance à la baisse. Troisièmement, malgré ces tendances, la délinquance avec violence continue à occuper une place de plus en plus importante dans l'ensemble des infractions criminelles. Quatrièmement, il n'y a pas de discordances majeures entre les faits qui proviennent des données statistiques officielles et des enquêtes sur la délinquance cachée. Cinquièmement, la délinquance des adolescents québécois est soumise aux mêmes tendances que celle des adolescents des autres pays occidentaux.

S'il est possible de noter, à long terme, des variations pour certains facteurs démographiques, économiques, sociaux et culturels qui sont concomitantes aux ondulations de la trajectoire de la délinquance, il est toutefois nécessaire d'affirmer que la causalité ne peut pas être totalement imputée à chacun de ces facteurs. D'une part, les analyses disponibles n'identifient pas, au niveau social, des changements qui précèdent des variations des taux de délinquance. D'autre part, les recherches sont insuffisantes, car aucune étude ne considère simultanément l'impact de plusieurs facteurs sur l'évolution de la délinquance.

Néanmoins, nous disposons d'un modèle pour répertorier ces facteurs et de plusieurs hypothèses explicatives. En somme, la recherche des causes de l'évolution de la délinquance des adolescents demeure un champ d'étude où beaucoup est encore à faire.

Références choisies

[Retour à la table des matières](#)

La bibliographie intégrale de cet ouvrage est disponible dans le site des PUM :

<http://www.pum.umontreal.ca/bibliographies/criminologie.html> .

CUSSON, M. (1990). Croissance et décroissance du crime. Paris : Presses Universitaires de France. [Texte disponible dans [Les Classiques des science sociales](#). JMT.]

LE BLANC, M. (1993). « Changement social et délinquance des adolescents, une analyse à la lumière des écrits de Denis Szabo », *Criminologie*, 26 (2) pp. 13-28. [Texte disponible dans Les Classiques des science sociales. JMT.]

LE BLANC, M. (1999). « Révolution de la violence chez les adolescents québécois : phénomène et prévention », *Criminologie*, 32 (1) pp. 161-194. [Texte disponible dans [Les Classiques des science sociales](#). JMT.]

Fin du texte